



EDITORIAL

Les dernières élections législatives ont montré la force du gaullisme. La gauche, dans son ensemble, n'est pas sortie vaincue de la consultation, mais sa demi-défaite aurait pu être évitée si elle avait su s'unir autour d'un programme commun, qui définisse clairement les choix et propose la seule alternative possible au gaullisme : **l'alternative socialiste**.

Mais la nostalgie de la IV plus ou moins renouée l'a emporté chez beaucoup et a dicté leur position comme leur analyse. Or, le gaullisme, né, non de la guerre d'Algérie mais de l'incapacité du régime parlementaire à résoudre ses contradictions devant l'évolution du néo-capitalisme, n'est pas un accident historique. C'est pourquoi le retour aux formules du passé est aujourd'hui objectivement impossible. Il n'y a de choix désormais qu'entre un régime technocratique, avec personnalisation et

fascisation du pouvoir sous sa forme gaulliste, avec une éventuelle et temporaire façade parlementariste lorsque de Gaulle ne sera plus, et la démocratie socialiste et sa phase préparatoire.

Le pouvoir, lui, saura utiliser sa victoire et sa première tâche sera de tenter d'intégrer à son système les couches nouvelles qui pourront se laisser prendre au mirage d'une politique, qui reste et ne peut que rester une politique de classe. Car le néo-capitalisme sait user lorsqu'il le faut d'un vocabulaire socialisant et même promouvoir quelques réalisations, qui affirmeront les positions de la classe dirigeante tout en divisant les classes exploitées.

Or, notre but reste la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs intérêts. Le néo-capitalisme n'est qu'un rajeunissement des structures du capitalisme, mais sa nature n'a pas pour autant changé. Avec lui, il ne peut y avoir, à quelque niveau universitaire, national, international, collaboration ou coexistence. Le tolérer, c'est entrer dans son jeu, dans son entreprise de dépolitisation intérieure, et de lutte, à tous les échelons, contre le mouvement ouvrier.

Ce ne sont pas des accords toujours remis en question qui le contiendront ; mais seule, l'opposition résolue des masses peut le contraindre à la défensive et paralyser ses efforts de domination et de réaction. C'est pourquoi il importe de mettre, dès maintenant **le socialisme à l'ordre du jour**, et pour cela, à travers nos luttes, y compris et d'abord nos luttes universitaires, de poser le problème de la prise du pouvoir.

En effet, le danger aujourd'hui est de s'accomoder des structures, des réformes, même importantes, tel le pré-salaire, peuvent être obtenues dans le cadre présent. Se contenter de pareilles revendications, c'est abandonner le sens véritable de nos luttes : non pas obtenir quelques améliorations, mais participer avec l'ensemble des travailleurs à l'élaboration des décisions et à la gestion des affaires collectives. Or cela n'est pas possible tant que subsistera l'Etat bourgeois. En tant qu'étudiants, nous ne pouvons résoudre nos problèmes qu'en luttant contre lui.

A l'échelle mondiale, l'impérialisme prépare sa guerre atomique, mène sa politique néo-colonialiste et voudrait interdire à Cuba de vivre libre. Seuls, le développement et le renforcement de toutes les forces socialistes peuvent lui faire obstacle et l'empêcher d'atteindre ses buts. Comment, dès lors, pourrait-on parler de coexistence, tant qu'il y aura des exploitants et des exploités ?

On n'entre pas en compétition académique et diplomatique avec son ennemi, on le déjoue et on le supprime.

Le socialisme ne naîtra, ni de l'opportunisme ni de l'empirisme. C'est dans le cadre d'une lutte effective contre la bourgeoisie et l'impérialisme que nos problèmes trouveront leur solution, et que la démocratie socialiste verra se créer les conditions favorables à son organisation et à son fonctionnement.

J. Cl. Classer

LIBEREZ les

Anticolonialistes

Le Pouvoir semble faire un usage à sens unique du mot amnistie. Alors que les hommes de l'O.A.S. se servent de la Cour militaire de Justice comme d'une tribune politique où ils peuvent tout à loisir répandre leurs attaques sur le régime gaulliste, les quelques dizaines d'anticolonialistes qui ont eu le courage de pousser leur action jusqu'au terme, c'est-à-dire : constituer des réseaux de soutien au F.L.N., ceux-là moisissent encore dans les prisons, sans pouvoir espérer quelque complaisance policière pour « s'évader ». Que voulez-vous, ce ne sont pas des « patriotes » convaincus. Ils ne méritent donc pas de bénéficier des largesses dont le régime se fait par ailleurs on ne peut plus prodigue.

Il n'en reste pas moins que cette situation est inadmissible et ne fait que confirmer la collusion du pouvoir et des éléments activistes que l'on prétend actuellement juger.

*

Qu'un Bastien-Thiry puisse lancer de telles accusations contre De Gaulle sans se retrouver immédiatement au secret (une certaine presse se fait même l'écho amplifié des « thèses » soutenues par les conjurés du Petit-Clamart),

— alors que Paupert, dont nous avons réclamé la libération sur les murs de la Sorbonne,

— alors que les insoumis ayant cherché refuge à l'étranger,

— alors que les objecteurs de conscience trahis par le gouvernement,

— alors que tous les emprisonnés de gauche attendent encore d'être réintégrés à la société, comme on le leur doit, voilà qui devient de plus en plus intolérable et inadmissible.



Le tribunal militaire siège :

Pardon pour les uns.
Oubli pour les autres.

*

C'est pour protester contre ce provisoire qui devient définitif que, lors de la dernière conférence de presse de M. Tanguy-Prigent, a été approuvée la déclaration suivante, contresignée par les principales personnalités de gauche connues pour leur lutte anticolonialiste.

Déclaration de la gauche anticolonialiste

« L'indépendance de l'Algérie après sept ans et demi d'une guerre atroce, est maintenant un fait acquis, ratifié par l'immense majorité des Français.

Or un certain nombre de militants qui se sont engagés aux côtés du peuple algérien ou ont refusé de lui faire la guerre, restent en prison, en exil ou demeurent privés de leurs droits civiques. Il y a là une insoutenable contradiction.

Depuis plus de six mois, de nombreuses démarches ont été entreprises auprès du gouvernement, des pétitions ont circulé, signées par des représentants de toutes les tendances de gauche pour obtenir la libération et la réhabilitation de ces militants.

S'il est vrai que quelques dizaines d'insoumis et déserteurs ont été réincorporés et qu'un certain nombre de membres des réseaux de soutien au F.L.N. sont sortis de prison, d'autres y demeurent, et politiquement le problème de leur réhabilitation reste entier.

Devant cette injustice flagrante qui se double d'une absurdité, devant les mensonges réitérés du pouvoir et sa duplicité, les signataires du présent texte décident de se solidariser totalement avec leurs camarades exilés et détenus.

Pour manifester concrètement leur soutien, ils ont organisé le retour en France d'un certain nombre d'exilés et ils assurent dès maintenant leur hébergement.

Nos camarades trouveront auprès de chacun d'entre nous tous les appuis légaux ou illégaux nécessaires jusqu'à leur totale réhabilitation.

Le problème se trouve désormais posé au grand jour. Nous appelons les démocrates de ce pays à le résoudre avec nous. »

Le Pari Démocratique

Le « Pari Démocratique » est l'oeuvre collective d'un groupe de militants du P.C.F. Le but de cet ouvrage est d'indiquer une voie permettant à la gauche de sortir de son impuissance actuelle. Les suggestions qui sont faites ne sont pas toutes acceptables, mais doivent être étudiées non seulement pour leur valeur propre, mais aussi parce qu'elles émanent de militants qui ont réellement approuvé les décisions des vingtième et vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., de militants ayant des conceptions proches de celles de Togliatti. Leur influence sur le P. C. F. devrait aller en augmentant avec la «déstalinisation» de ce parti qui viendra tôt ou tard.

LA DOMINATION ACTUELLE DE LA BOURGEOISIE

Jean Dru (pseudonyme utilisé par les auteurs) constate les changements intervenus dans le rapport de force entre la gauche et les partis bourgeois depuis la libération et surtout depuis 1958. Avant d'analyser les causes de la faiblesse des partis de la gauche (faiblesses idéologiques et surtout impossibilité de l'unité dans les conditions actuelles) et les moyens pour y remédier, une intéressante étude du régime gaulliste est entreprise. Profitant de la nature « Bonapartiste » du pouvoir qui institue « une trêve entre les fractions de la bourgeoisie opposées », le courant le plus dynamique du capitalisme français instaure sa domination sans mettre en danger la suprématie de la bourgeoisie. L'existence du secteur public, de la planification n'est pas abolie, mais le secteur public est subordonné au secteur privé par le transfert de la plus-value au secteur privé : recherches

effectuées dans les établissements nationaux au profit de l'industrie privée, produits (E.D.F.), services (S.N.C.F.) cédés aux monopoles à des prix inférieurs au prix de revient, etc. Quant à la planification, elle permet de rénover le capitalisme, elle tente d'intégrer les syndicats dans le système bourgeois.

Cependant, le secteur nationalisé pas plus que la planification ne rendent définitive la suprématie du capitalisme : « *Elles nient, en effet, la recherche du profit en tant que but acceptable de l'activité économique et lui opposent la satisfaction des besoins* ».

LA GAUCHE DIVISEE

Face au pouvoir de la bourgeoisie, la gauche est vouée à l'impuissance tant qu'elle est divisée entre communistes et non-communistes, ces derniers étant gratifiés de « sociaux réformistes », de partisans d'une « troisième force ».

La gauche non-communiste est minoritaire dans le pays, ne peut seule faire triompher ses objectifs. Elle a besoin d'un allié. De plus, son programme de « *Planification démocratique* » ne spécifie pas le cadre politique dans lequel il pourra être appliqué. D'ailleurs, « *entre les adeptes de l'économie concertée (but d'une partie de la droite) et ceux qui se prononcent pour une planification démocratique encore informe quant à son contenu, la ligne de démarcation est extrêmement confuse* ». Le courant social-réformiste n'a donc pas de troisième voie à proposer. Il est condamné à des alliances centristes s'il continue à refuser toute association avec le P.C.F.

Mais pour l'instant le courant social-réformiste ne peut, dans les conditions actuelles, s'allier avec les communistes. Ce serait aider le P.C.F. à

atteindre son but : la « *Dictature du Proletariat* ».

En fait, pour parvenir au socialisme, la direction du P.C.F. ne mise pas tant sur une des alliances que sur l'exacerbation des antagonismes du monde capitaliste et la progression économique du camp socialiste. Or, face au défi du monde socialiste, le capitalisme s'est vu dans l'obligation de tempérer ses antagonismes. Quant à la supériorité du camp socialiste, elle n'est pas pour maintenant.

Les différents partis de la gauche ont donc le choix entre l'impuissance et l'action en commun qui pouvait, selon Jean Dru, prendre la forme d'un « *Pari démocratique* ».

L'ABANDON DE LA THESE DE LA « DICTATURE DU PROLETARIAT »

L'unité de la gauche présuppose le rejet par le P. C. F. de la thèse de la «dictature du prolétariat» : Jean Dru estime cette thèse inadéquate en France. En effet, « *les cadres et les techniciens s'intègrent dans leur masse au courant réformiste* » qui est ainsi représentatif d'une « *couche primordiale de la classe montante* ». De plus, parmi les couches prolétariennes de la société de nombreux travailleurs rejettent la perspective de dictature du prolétariat. « *Parmi les communistes eux-mêmes, il en est à qui les événements — aujourd'hui dénoncés, mais pas toujours surmontés — des pouvoirs communistes monocéphalisés inspirent des doutes sur les vertus socialistes d'un monopole politique* », de sorte qu'il faut « *Ranger la dictature du prolétariat dans le musée des grands symboles de la révolution* ».

La conclusion logique est que « *Seul le pouvoir des travailleurs manuels et intellectuels, où les deux courants sont associés tout en gardant leur autonomie serait en mesure de promouvoir la démocratie socialiste* ». Cette affirmation n'est pas nouvelle pour le P.S.U., qui a toujours affirmé que la démocratie socialiste est le fait de tous les travailleurs, qu'elle implique la diversité des partis.

LA NATURE DU PARI

L'analyse devient par la suite totalement inacceptable : Jean Dru propose, en effet, une alliance durable entre le social-réformisme et le P.C.F. en vue de l'instauration d'une « *Démocratie sociale et économique d'un type nouveau* », mais non de la démocratie socialiste. « On développe l'unité d'action jusqu'à ce que la pression populaire impose un *gouvernement* à direction réformiste. A partir de là, la *tendance social-réformiste au pouvoir fait confiance aux solutions démocratiques, qu'elle se charge d'élaborer et de mettre en oeuvre avec le concours du P. C.* »

Il s'agit donc en fait de permettre à la S.F.I.O. d'appliquer son programme ce qui faciliterait le passage ultérieur au socialisme.

Le refus de l'instauration du socialisme en France dès maintenant, repose essentiellement sur deux points. Tout d'abord c'est une conséquence logique de la « *coexistence pacifique* ». « *Il ne suffit pas que l'immense majorité du peuple français veuille la démocratie socialiste, il faut encore que la situation internationale s'y prête, que cela n'entraîne pas un risque évident de guerre nucléaire.* » Au « *socialisme dans un seul pays* », a succédé le « *socialisme dans un seul camp* » ! Le rôle d'un pays comme la France est de faciliter les progrès du camp socialiste en exigeant l'arrêt de la compétition nucléaire ! Cette tâche ne pourrait pas être remplie par une France socialiste, mais seulement par une France « *démocratique* » pouvant être acceptée comme médiatrice par les deux camps...

De plus, pour Jean Bru un pays socialiste est un pays intégré dans le bloc communiste. Il ne saurait être question d'instaurer la démocratie socialiste hors des « camps ». On ne pourrait en France qu'accepter le programme de la S.F.I.O. ou du P.C.F.

UN PARI SANS RISQUES

L'a notion de « pari » qui implique risque est même éliminée. Il s'agit de rassurer les réformistes en leur prouvant que le P.C.F. n'aurait pas la possibilité matérielle de les

déborder même s'il le voulait. Cette suprématie du réformisme est confirmée par une « *interprétation dialectique du rapport des suffrages recueillis de part et d'autre* ». Pour que la gauche prenne le pouvoir, il faut arracher à l'influence des partis bourgeois 20 % des électeurs. Ces 20 % ne peuvent être crédités qu'aux réformistes. Le P.C.F. doit donc déclarer que même si « *le nombre des voix communistes lors d'une élection lui étant relativement favorables, la direction du gouvernement n'en reviendrait pas moins aux représentants de la gauche non communiste* ».

Le P.C.F. ne chercherait à construire la démocratie socialiste que le jour où les succès du camp socialiste seraient tels que la majorité des français souhaitent la solution communiste. Quand se produira une telle solution ? « Dans un futur lointain, à l'échelle d'une vie humaine »...

*

Notre Parti ne souhaite qu'une chose, c'est cette union de toutes les forces de gauche qui se réclament du socialisme et ceci en développant l'unité d'action même après « que la pression populaire ait imposé un gouvernement de gauche ». Mais il ne peut s'agir de soutenir le programme de la S.F.I.O. (programme dont la popularité est relative) même avec quelques améliorations. Il faut que toute la gauche, partis et syndicats, participe à l'élaboration d'un programme dépassant les notions de « réformisme » et de « communisme », d'un programme susceptible d'être mis en application dès la prise du pouvoir. C'est à cette condition, et non grâce à un accord entre les état-major des partis de gauche, que l'on convertira à la solution socialiste les travailleurs qui suivent actuellement les partis bourgeois.

Benoit Dhavernas

(« *Le Pari Démocratique* », par Jean Dru. Ed. Julliard.)

LA REVOLUTION LATINO- AMERICAINE

L'ACHARNEMENT avec lequel le gouvernement américain cherche à étouffer la révolution cubaine, le ralliement des gouvernements latino-américains à l'action impérialiste contre Cuba ne peuvent pas être compris seulement en termes de stratégie militaire, de diplomatie internationale, de guerre froide. Ce que Kennedy et l'Organisation des Etats Américains (OEA) veulent atteindre c'est la Révolution Latino-Américaine, dont Cuba est le foyer et le centre de rayonnement.

PARALELLEMENT, à l'encerclement de Cuba, à l'aide militaire aux pays menacés par la « subversion castriste » (Venezuela, Nicaragua, Guatemala, etc.) et à l'intervention plus ou moins ouverte (République Dominicaine), l'impérialisme cherche à neutraliser le mouvement des masses affamées, par l'amplification de leur aide économique et par l'encouragement à la réalisation de quelques réformes en Amérique Latine. Cette nouvelle stratégie « néo-impérialiste » (à rapprocher du néocolonialisme en Afrique) est cependant vouée à l'échec pour deux séries de raisons :

1) La plupart des gouvernements latino-américains sont entre les mains de dictatures corrompues (Ydigoras Fuentes au Guatemala, Stroessner au Paraguay, Somoza au Nicaragua, Duvallier au Haïti), ou d'oligarchies agraires ultra-conservatrices sous une façade « démocratique » (Rép. Dominicaine, Argentine, A. Centrale, etc.), qui se refusent à envisager des changements, même minimes, du statu-

quo. L'aide économique des U. S. A. est absorbée par les couches dominantes, par la bureaucratie corrompue, par l'armée (comme en Corée, Laos, Sud-Vietnam, etc.).

L' « ALLIANCE POUR LE PROGRES »

2) « Réformer » les structures en Amérique Latine sans toucher aux latifondias, aux trusts américains ou à ses « associés » nationaux ne peut être qu'une immense farce destinée à tromper les masses ; l'échec des gouvernements capitalistes pseudo-progressistes (Frondizi, Bettancourt, etc.), patronnés par Washington, montre qu'aucune mesure de replâtrage qui laisse intacte le « système » ne peut plus mystifier les ouvriers et paysans latino-américains, dont les exigences impérieuses ne peuvent être satisfaites que par le renversement de l'exploitation capitaliste et impérialiste.

En conclusion : l'aide économique et militaire des U. S. A. peut encore ajourner quelque peu l'écroulement du régime en Amérique Latine ; elle ne peut pas, à la longue, endiguer l'avance révolutionnaire au sud du Rio Grande.

L' « Alliance pour le progrès », derrière sa façade « progressiste », est une nouvelle Sainte Alliance, conclue entre l'impérialisme américain et ses alliés : les bourgeois et latifondiaires d'Amérique Latine contre Cuba et contre la menace croissante de la Révolution Socialiste.

**L'U.R.S.S. ET LE P. C. D'AMERIQUE
LATINE**

A UCUN gouvernement révolutionnaire ne pourrait se maintenir en Amérique Latine, face à l'impérialisme chaque jour plus désespéré et agressif, sans la protection des armes soviétiques. «Neutraliser» Cuba, dans le contexte actuel, signifie concrètement le suicide ou la capitulation...

Cependant, la politique de l'U.R.S.S. pour l'Amérique Latine (et celle de la plupart des partis communistes de cette région) n'est pas dirigée vers le développement de la révolution socialiste. La direction soviétique reprend, à propos des pays sous-développés tous les thèmes du menchevisme Russe avant 1917 : ces pays ne sont pas mûrs pour le socialisme, ils le seront seulement quand l'industrialisation sera plus poussée, la classe ouvrière plus nombreuse ; par conséquent, les partis communistes des pays semi-coloniaux ne doivent pas « se laisser aller à propager inopportunément des slogans socialistes » (Cf Kommunist, n. 13).

La politique des partis communistes latino-américains est fondée sur l'idée de la révolution par étapes : l'étape actuelle est démocratique nationale ; il faut donc s'allier avec la bourgeoisie nationale contre l'oligarchie semi-féodale et contre l'impérialisme, pour réaliser des réformes démocratiques, pour industrialiser le pays, pour accomplir la libération nationale.

Or, la bourgeoisie urbaine, l'oligarchie agraire et l'impérialisme forment en Amérique Latine un bloc solidaire, malgré quelques frictions internes, et cette solidarité se fonde économiquement et socialement sur :

1) L'association étroite entre bourgeoisie industrielle et aristocratie agraire : mêmes banques, mêmes sociétés financières, mêmes familles ; les bourgeois investissent dans la campagne et les latifondiaires dans l'industrie,

2) L'association entre la grande bourgeoisie et les capitaux américains ; presque toutes les grandes entreprises industrielles en Amérique Latine sont liées, financées, associées, ou simplement subordonnées à des monopoles impérialistes.

Ce bloc est encore plus consolidé par l'agitation menaçante des masses ; face au «danger castriste», latifondiaires et industriels, dictateurs et « démocrates », impérialistes et «nationalistes» oublient leurs divergences et s'unissent en défense de l' « Ordre ».

La « bourgeoisie nationale progressiste » qui ferait une réforme agraire et lutterait contre l'impérialisme, est un mythe ; la Révolution Cubaine le montre, et Castro l'a maintes fois répété : les ouvriers, les paysans, certaines couches moyennes (étudiants, intellectuels, etc.), sont les seules forces révolutionnaires en Amérique Latine. Le raisonnement politique qui attend une « Révolution bourgeoise » dans ce continent, comme préalable au socialisme, a 200 ans de retard. La révolution en Amérique Latine sera socialiste ou ne sera pas.

La classe sociale potentiellement la plus révolutionnaire est la paysannerie, surtout le prolétariat agraire, chaque jour plus nombreux à cause de la pénétration du capitalisme dans la campagne, et qui « n'a rien à perdre, sinon ses chaînes ». Les grands sursauts révolutionnaires en Amérique Latine dans le passé (Zapata, Sandino) et dans le présent (Cuba) ont été l'oeuvre de paysans en armes ; les Liges paysannes au Brésil, les guérillas paysannes au Pérou, Colombie, etc., la pénétration socialiste et communiste dans la campagne du Chili, sont des indices clairs de la radicalisation croissante des masses paysannes dans les dernières années.

Cependant, même si la révolution devrait commencer dans les campagnes, ce qui n'est pas sûr, surtout dans les pays relativement urbanisés (Brésil, Argentine, Chili), son triomphe ne pourrait être assuré que par la jonction avec le prolétariat urbain ; or, les ouvriers industriels constituent une couche sociale relativement « aisée » face à la misère noire des paysans, et leur attitude varie selon les régions et les professions : « rouge » à Recife, Caracas, Santiago, dans les mines et la métallurgie, réformiste dans d'autres régions et surtout là où les compagnies impérialistes payent des salaires plus élevés et créent des syndicats jaunes.

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES EN AMERIQUE LATINE

Cependant, le fait fondamental est que chaque jour les luttes ouvrières et paysannes se radicalisent, et chaque jour l'issue révolutionnaire apparaît comme la seule possible en Amérique Latine. C'est à ce

moment-là que se fait sentir cruellement le manque d'une direction révolutionnaire, capable de cristalliser la prise de conscience et de conduire les masses à la conquête du pouvoir. Heureusement, la révolution cubaine a fortement ébranlé les organisations traditionnelles et on voit se constituer à l'intérieur des partis communistes, des partis socialistes de gauche (Argentine, Chili, Brésil) et même des partis « populistes » (Péronisme, Parti Révolutionnaire Institutionnel du Mexique, Mouvement Libéral Révolutionnaire de Colombie, Union Républicaine Démocratique du Venezuela, Parti Travailliste du Brésil), des groupes, tendances, fractions «castristes», qui cherchent une voie révolutionnaire. Dans certains pays, les tendances révolutionnaires à l'intérieur des partis traditionnels entrent en contact, se réunissent autour d'un organe (journal, revue) commun, comme par exemple la revue «Politique Ouvrière» au Brésil.

Quand l'opportunisme des directions est trop manifeste, il se produit une scission et la

formation d'un groupe indépendant : au Brésil, l'aile gauche du P. C. constitue un nouveau parti communiste, de tendance « chinoise »; au Venezuela, la gauche de l'Action Démocratique (parti de Bettancourt) forme le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) ; au Pérou, l'APRA rebelle se détache de l'APRA de Haya de la Torre, inféodé au Département d'Etat américain.

Ainsi, à l'intérieur et à l'extérieur des organisations populaires traditionnelles d'Amérique Latine se dégage la future direction révolutionnaire dont la tâche fondamentale sera d'établir une alliance révolutionnaire entre ouvriers et paysans.

La Révolution Socialiste est à l'ordre du jour en Amérique Latine. Aucune Sainte Alliance réactionnaire, aucun replâtrage capitaliste, aucune « réforme » démagogique ne pourront contenir le mouvement des masses latino-américaines vers leur émancipation.

Cartos BOTH

LE NEUTRALISME

CUBAIN

EST-IL POSSIBLE ?

Tout le neutralisme politique exige — sans doute — l'existence d'une conjoncture déterminée et favorable, d'où son caractère historique. Par suite, si la discussion théorique ou éthique concernant le neutralisme en tant que position politique ou attitude est possible, d'une manière abstraite, par contre toute considération, qui considérant un pays donné à un moment déterminé, ferait abstraction précisément des considérations de temps et lieu, serait naïve.

La possibilité du neutralisme cubain, doit donc se poser en ces termes : une ligne politique internationale neutraliste a-t-elle été possible au moment où la révolution a pris le pouvoir ? Lors de la loi de réforme agraire ? Quand on a procédé à des nationalisations ? Au moment de l'invasion manquée ? Après ? Avant ? Maintenant ?

*

Les points d'interrogation pourraient s'additionner et se multiplier, être posés et se résoudre par l'élaboration de thèses et de théories diverses qui s'efforceraient d'expliquer et de justifier. Et derrière chaque argument un grand nombre de raisons historiques, sociologiques, économiques, politiques, psychologiques, etc.

Parmi ces multiples aspects prenons-en deux (qui au fond en constituent un seul) : l'expérience latino-américaine et la dynamique de la révolution cubaine. Sur l'un et l'autre plan apparaissent des raisons pour justifier une réponse. De l'expérience latino-américaine prenons également et seulement un « fait divers » : la révolution guatémaltèque commencée en octobre 1944 mise en échec en juin 1954. On pourrait objecter : pourquoi la

révolution guatémaltèque et non la révolution mexicaine ou bolivienne, toutes deux de ce siècle, toutes deux profondes et encore en mouvement ?



D'abord parce que la révolution guatémaltèque (et son échec) est plus proche de Cuba, dans le temps, la géographie, l'économie, et parce que certains révolutionnaires cubains (Ernesto « che » Guevara) y ont participé les derniers temps. D'autre part comme on le verra, la ressemblance est vraiment spectaculaire. Enfin, tandis qu'aujourd'hui le caractère et le contenu des révolutions mexicaine et bolivienne sont controversées, la révolution guatémaltèque est un fait acquis, historique et d'une surprenante netteté.

Jetons donc un coup d'oeil sur le Guatemala de 1944 à la veille de la Révolution, à travers certains concepts de Guillermo Toriello, dernier ministre de Affaires étrangères du régime révolutionnaire.

« Le recensement agricole de 1950 a mis en relief le problème si difficile à résoudre, celui de la terre : 70,5 % de la terre appartenait à 22 % de propriétaires. Parmi ceux-ci une seule société, l'United Fruit Company, possédait 6 % du total, le double des terres cultivées par 161.501 agriculteurs (petits propriétaires) (47,33 %) et représentant 3,46 % des terres. »

Mais ceci n'est pas tout :

« Dans le domaine économique, les sociétés possédaient les éléments stratégiques de la vie nationale : ports, chemins de fer, communications télégraphiques et téléphoniques nationales et internationales, phares côtiers, transports maritimes, énergie électrique... »

Il n'est pas nécessaire de préciser que chacune de ces concessions ont été obtenues avec la complicité de l'une ou de l'autre dictature, par la corruption et la concussion. Mais si tout ceci est tragique, peut-être qu'un détail amusant introduirait-il une nuance caricaturale :

« Une filiale de la United Fruit Company, la Tropicale Radio et Télégraphes, avait le monopole des services radio-téléphoniques internationaux. Après 20 heures, tout le Guatemala, et même le gouvernement, étaient privés de communications téléphoniques internationales parce que la société américaine avait décidé ainsi. »

*

La révolution se fit donc. Des centaines de milliers d'indiens et de métis, de parias et d'analphabètes, exploités sans interruption, génération après génération, depuis la conquête, décidèrent de devenir des hommes. Leur seul objectif, bien modeste, était d'installer un Etat capitaliste moderne. Seule, une répartition des terres improductives et un freinage de l'action des grands monopoles, permettraient de réaliser le développement économique et d'instaurer la justice sociale. On a donc maintenu la structure de l'Etat libéral bourgeois : organisation tripartite des pouvoirs, parlement, pluralité des partis politiques, armée classique.

Au début de 1952 on procéda à la réforme agraire, on promulgua une loi en vertu de laquelle le gouvernement expropriait la United

Fruit Company des 219.159 acres de terres non cultivées en lui versant une somme de 627.159 dollars représentés par des bons du trésor et en 1954 il expropriait la même société de 173.790 acres de terres non cultivées, conformément à la loi et en versant plus de 500.000 dollars en bons du trésor.

Cette année 1952 devait être tragique pour le Guatemala : la loi de réforme agraire est promulguée, mais aux Etats-Unis les républicains triomphent et Foster Dulles devient secrétaire d'Etat. Aussitôt, le Guatemala est accusé d'être la « tête du pont du communisme international », les pressions diplomatiques commencent (ou plutôt continuent) à s'exercer pour exclure le Guatemala de l'O. E. A. (Organisation des Etats Américains).

A cette époque le parti communiste guatémaltèque a un peu moins de 1.000 adhérents sur 500.000 électeurs, et 4 députés sur 56. Le parti du gouvernement a la majorité absolue. Mais peut-être existe-t-il un troisième fait nuisible : le cynique secrétaire d'Etat ajoute à son anticommunisme prononcé une bonne dose d'intérêt personnel : en travaillant dans la firme d'avocats Sullivan & Cronwell de New York, il dirigea des longues années les tractations de la United Fruit Company avec les gouvernements centro-américains...

*

Au Guatemala on a connaissance, dès 1953, des préparatifs d'invasion (qui les ignore en Amérique Latine puisque les mercenaires détiennent des aéroports, organisent des défilés, reçoivent des instructions, de l'argent, et des armes de la CIA, en territoire d'Honduras, près de la frontière ?), et il achète des armes aux Anglais et aux Suisses. Foster Dulles dira que les armes sont soviétiques et qu'elles mettent en danger la sécurité des Etats-Unis (Sic).

En juin 1954 la pression diplomatique atteint son paroxysme, l'invasion préparée et financée par la C.I.A. commence. C'est alors que — miracles de ces terres et ces peuples — après dix jours de combat, les mercenaires s'en vont et se réfugient en Honduras. Cependant — destin ou ironie — un coup d'Etat de l'intérieur classique, comme tant d'autres, met fin à la révolution. La réforme agraire et les

nationalisations sont réduites à néant. Et le communisme... ?

*

Un conte, une histoire et une fable finissent toujours ainsi, mon ami : le requin dévore la sardine croyant au droit. Mais les fables ont pour les pauvres le charme de la morale. La morale est à la fois une consolation et une épée... Les cubains — ni poltrons ni paresseux — ont donc tiré leur moralité (consolation ou épée ?) : ou bien la révolution s'approfondit et s'enracine, ou bien la révolution échoue (d'un seul coup en s'estompant peu à peu).

Par l'intermédiaire de la fable et de la morale, la douloureuse expérience guatémaltèque s'est intégrée dans la dynamique de la révolution qui influencée, à la fois, par les Etats-Unis à l'extérieur, par la situation objective et la pression populaire à l'intérieur, et par les expériences auxquelles nous avons fait allusion, a acquis des lois d'évolution propres, plus ou moins rigides.

Et ceci est une chose connue : A chaque coup de l'impérialisme, la révolution ne pouvait pas

répondre par une fuite, peut-être parce que la fuite n'était pas envisagée dans le choix rigide qui est proposé : combat ou mort (et non pas combat ou fuite). Et chaque jour le révolutionnaire, dans sa réponse au dilemme sans espoir, a choisi le chemin sans retour : à chaque injure une réalisation révolutionnaire, à chaque coup, un pas en avant, à chaque chantage un défi.

La dialectique révolutionnaire devenait chaque jour plus inflexible : si en 1959 adopter le neutralisme positif représentait une provocation, en 1960 et 1961, c'était déjà un pas en arrière.

Si le cri du Guatemala indiquait le chemin d'un approfondissement de la révolution sans autres considérations, la dynamique de la révolution elle même — imposée, comme nous l'avons souligné, par les Etats-Unis — ne permettait aucun compromis. Le neutralisme ne dépendait pas, ne dépend pas de Cuba, mais des Etats-Unis. Mais les monopoles avaient dit « Meurs ! » et les Cubains avaient dit « Vis ! ».

Et c'est alors que le neutralisme a disparu...

Delich

ACTUALITE du LENISME

Démocratie parlementaire bourgeoise ou démocratie socialiste les textes des classiques (oubliés) répondent.

Les bolcheviks n'ont pas été les seules victimes des purges staliniennes. La pensée marxiste-léniniste elle-même a été minutieusement défigurée, dénaturée et réduite à l'état de dogmes soigneusement « revus et corrigés ». La résistance actuelle des « intellectuels » staliniens au rétablissement de la liberté culturelle en U.R.S.S., telle qu'elle existait du vivant de Lénine, montre que la déstalinisation est loin d'être totale sur le plan idéologique. (L'est-elle d'ailleurs sur les autres plans ?...)

Nous n'avons pas ici à prendre parti pour ou contre le léninisme. Mais nous pensons que tout retour à la démocratie socialiste en U.R.S.S. nécessite une libre discussion, dans tout le mouvement ouvrier, et l'apport idéologique des principaux acteurs et dirigeants de la Révolution d'Octobre : Lénine, Trotsky, Boukharine, etc. Une fois pour toutes, il doit être mis fin au régime de « l'Index » et de la chasse aux sorcières.

Or, la pensée léniniste est particulièrement riche en ce qui concerne le parlementarisme et les voies de passage au socialisme. Fait plus grave, elle est surtout particulièrement ignorée. Nous voulons ainsi combler une lacune.

A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe. »

(in La Révolution Proletarienne et le Rénégat Kautsky, 1918)

« La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen-âge reste toujours — elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste — une démocratie

Ces textes n'ont pas besoin de commentaires. Leur actualité est totale. Et c'est bien le plus étonnant après une quarantaine d'années : on les croirait spécialement écrits pour la gauche et l'extrême-gauche françaises !

étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres.
» — Ibidem

« Les ouvriers savent fort bien que la « liberté des réunions », même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, et ont le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de leur appareil d'Etat bourgeois. Les prolétaires des villes et des campagnes et

les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'« égalité », c'est-à-dire la « démocratie pure » n'est qu'un mensonge. Pour conquérir l'égalité véritable, pour réaliser en fait la démocratie au profit des travailleurs, il faut d'abord enlever aux exploiters tous les édifices publics et luxueux hôtels privés ; il faut d'abord donner des loisirs aux travailleurs ; il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers en armes, et non point par des nobliaux ou officiers capitalistes avec des soldats abrutis. »

(Extrait de la Thèse 7 sur la Démocratie et la dictature du prolétariat. 1^{er} Congrès International Communiste. 4 Mars 1919)

« La liberté de la presse » est de même l'une des grandes devises de la « démocratie pure ». Ici encore les ouvriers savent — et les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois — que cette liberté n'est qu'un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes et tant que subsiste le pouvoir du capital sur la presse, pouvoir qui se manifeste dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir l'égalité véritable et la véritable démocratie pour les travailleurs, les ouvriers et les paysans, il faut d'abord mettre le capital dans l'impossibilité d'enrôler des écrivains, d'acheter des maisons d'édition, et de suborner des journaux ; pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours appelé « liberté » la liberté pour les riches de s'enrichir, la liberté pour les ouvriers de mourir de faim. Les capitalistes appellent liberté de la presse la liberté pour les riches de suborner la presse, la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique ... »

Thèse 8, ibidem

« Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère — ne mène pas simplement, directement et sans heurts « à une démocratie de plus en plus parfaite », comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploiters.

Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. »

ibidem (Chapitre 5)

« L a société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste, et de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et de la misère qu'ils « se désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale...

... Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste... Marx a parfaitement saisi ce trait essentiel de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la

commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement ! »

in l'Etat et la Révolution (chapitre V Août-Sept. 1917)

« Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est

« ... l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel. »

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel « dans l'Etat actuel » est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement. »

ibidem. (Chapitre 1)

« Par conséquent, il faut être un ennemi de la classe ouvrière, un valet de la bourgeoisie pour exalter maintenant les beautés de

« Exiger du prolétariat qu'il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi n'observe pas. »

(Extrait du Manifeste du 1^{er} Congrès de la III^e Internationale aux prolétaires du monde entier.)

la démocratie bourgeoise et bavarder sur la démocratie pure, la face tournée vers le

passé révolu. La démocratie bourgeoise a été un progrès par rapport au moyen-âge et il fallait en tirer parti. Mais aujourd'hui elle est insuffisante pour la classe ouvrière. Maintenant il ne s'agit pas de regarder en arrière, mais en avant. Substituer la démocratie prolétarienne à la démocratie bourgeoise. Et si le travail préparatoire de la révolution prolétarienne, l'éducation et la formation de l'armée prolétarienne ont été possibles (et nécessaires) dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois, enfermer le prolétariat dans ce cadre dès l'instant où nous en sommes venus aux batailles décisives, c'est trahir la cause prolétarienne, c'est agir en renégat. »

in la Révolution Proletarienne et le Renégat Kautsky, 1918

« L'appareil gouvernemental (bourgeois) avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument du gouvernement.

... La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution de ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatique hostile, la prise en main de la force réelle.

La soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. « La volonté populaire » tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue « volonté populaire », afin d'affermir, à la faveur de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe.

Avec son système parlementaire, la démocratie bourgeoise ne donne le pouvoir aux masses qu'en paroles, leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. »

Extrait de la Plate. Forme adoptée au 1^{er} Congrès de la III^e Internationale (mars 1919)

« Le Parti Communiste ne dissimule rien de ce qu'il est ni de ce qu'il veut. Parti de classe et de révolution, il poursuit la conquête de vive force du pouvoir politique en vue d'appréhender sous la forme sociale la propriété des instruments de travail et d'échange. A la république des profiteurs et

de politiciens, il se propose de substituer la République du peuple travailleur, au Parlement, expression de la dictature permanente de la bourgeoisie, les Conseils d'ouvriers et des paysans, expression de la dictature impersonnelle et provisoire des producteurs. »

Affiche-manifeste du Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste aux élections de 1921 (extrait)

LA REVOLUTION SPARTAKISTE

de Janvier 1919

Le 8 novembre de 1918, une révolution ouvrière à Berlin provoque la chute de l'Empire et l'installation d'un gouvernement des social-démocrates de droite Ebert-Scheidemann, les mêmes qui avaient en 1914 adhéré à l'« Union Sacrée » et appuyé l'« action patriotique » de l'armée allemande ; ce gouvernement gagne rapidement les sympathies des anciens généraux du Kaiser, mais se heurte de plus en plus aux aspirations révolutionnaires du prolétariat allemand, inspiré par l'exemple soviétique. Le conflit devient rapidement aigu, et, le 4 janvier 1919, en réponse à une provocation gouvernementale, le parti social-démocrate indépendant (de « gauche » : Kautsky, Hilferding, etc), et le Parti Communiste d'Allemagne (l'ancienne Ligue Spartakus : Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, etc), appellent les masses à manifester : des foules immenses parcourent Berlin, et, irrésistiblement, la manifestation devient lutte ouverte pour le pouvoir. Cependant, au palais de la chancellerie, le social-démocrate Noske affirme aux ministres « Un de nous doit être le chien policier ; je ne crains pas la responsabilité » ; et reçoit les pleins pouvoirs du gouvernement ; avec l'aide du colonel Reinhardt, ministre de la guerre, il rappelle des troupes à Berlin et organise la répression : après une semaine de violents combats, l'armée arrive à mater l'insurrection, grâce (entre autres raisons) à l'hésitation des dirigeants « sociaux-démocrates de gauche », qui cherchaient un compromis négocié pour le conflit. Le « chien » Noske écrira dans ses mémoires, publiées quelques années plus tard : « si

les foules avaient eu des chefs décidés, sachant ce qu'ils voulaient, au lieu de beaux-parleurs, elles auraient été maîtresses de Berlin... » Le 15 janvier, des officiers des troupes gouvernementales massacrent Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ; le corps de Rosa abattu à coups de crosse, est jeté dans un canal de Berlin.

La défaite de la révolution spartakiste fut lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier international, conséquences dont la social-démocratie allemande porte la responsabilité. L'absence de transformations radicales en Allemagne, où le pouvoir des Krupp, Thyssen, etc., et des généraux réactionnaires est resté intact sous le régime social-démocrate, a permis, quelque temps plus tard, l'essor et le triomphe du nazisme. De l'autre côté, l'échec des révolutionnaires allemands a consolidé l'isolement et l'encerclement de l'Union Soviétique et a forcé les dirigeants bolcheviks à industrialiser leur pays sans aucune aide de pays avancés : les conditions objectives pour l'avènement de la dégénérescence stalinienne étaient créées.

Nous publions ci-dessous des extraits du dernier article écrit par Rosa Luxembourg, à la veille de sa mort, le 14 janvier 1919 : article écrit dans la défaite, mais dans lequel transparaît une fois inébranlable dans la victoire future de la révolution socialiste et du prolétariat international.

C. R.

L'ORDRE REGNE A BERLIN...

«Rosa Luxemburg»

« L'ordre règne à Varsovie » annonça le ministre Sebastiani à la chambre française, lorsqu'après un assaut terrible sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvaroff eut pénétré dans la capitale polonaise, commençant son travail de bourreau contre les insurgés.

« L'ordre règne à Berlin », proclamé triomphalement la presse bourgeoise, les ministres Ebert et Noske, les officiers des « troupes victorieuses » pour qui la racaille petite-bourgeoise de Berlin agite ses mouchoirs et pousse des hurra ! La gloire et l'honneur des armes allemandes sont sauvés devant l'histoire mondiale (...) Spartacus est l'ennemi, Berlin le champ de bataille, devant qui nos officiers savent vaincre. Noske « l'ouvrier », est le général qui sait organiser la victoire, là où Ludendorff reste court.

Qui ne pense ici à l'ivresse victorieuse des meutes de l'« Ordre » dans Paris, à la bacchanale de la bourgeoisie sur les cadavres des combattants de la Commune, cette même bourgeoisie qui venait de capituler pitoyablement devant les Prussiens et qui avait livré la capitale du pays à l'ennemi extérieur, pour fuir elle-même comme le dernier des lâches ! En face des prolétaires parisiens affamés et mal équipés, contre leurs femmes et leurs enfants sans armes — comme il s'enflammait par contre, le courage viril des fils à papa de la « jeunesse dorée » qui commandait dans les rangs de Versailles ! Comme elle s'en donnait à cœur joie, cette bravoure des fils de Mars — naguère pliés en deux devant l'ennemi extérieur — dans des cruautés bestiales sur des victimes sans défense, sur des prisonniers sans défense, sur des mourants !

« L'ordre règne à Varsovie !, « l'ordre

règne à Paris », « l'ordre règne à Berlin ! ». C'est ainsi que les proclamations des gardiens de « l'ordre ») travers les armées se répandent d'un centre à l'autre de la lutte historique mondiale. Et la jubilation des vainqueurs ne remarque pas qu'un « Ordre » qui doit périodiquement être maintenu par des boucheries sanglantes va sans arrêt vers sa destinée historique, vers la fin.

Mais la révolution est la seule forme de « guerre » — et c'est là aussi une loi de vie qui lui est propre — où la victoire finale ne peut être préparée que par une série de « défaites ».

Que nous montre toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme ? Le premier flambeau de la lutte de classes en Europe : l'insurrection des tisseurs de soie lyonnais en 1831, se termina par une lourde défaite. Le mouvement des Chartistes en Angleterre — par une défaite. Le soulèvement du prolétariat à Paris dans les journées de Juin 1848 finit par une défaite écrasante. La Commune de Paris finit par une défaite terrible. Tout le chemin du socialisme — autant que des luttes révolutionnaires entrent en considération — est pavé de défaites, et malgré cela, cette même histoire mène pas à pas, inévitablement, vers la victoire définitive ! où serions-nous aujourd'hui sans ces « défaites » dans lesquelles nous avons puisé l'expérience historique, la reconnaissance de la réalité, la puissance et l'idéalisme ! Aujourd'hui que nous sommes avancés jusqu'au seuil de la bataille finale dans la lutte de classe prolétarienne, c'est précisément sur ces défaites que nous avons les pieds. Nous ne

pourrions nous passer d'aucune. Chacune fait partie de notre force et de notre clarté de but.

VICTOIRE DANS LA DEFAITE ET DEFAITE DANS LA VICTOIRE

C'est là le contraste qui sépare les luttes révolutionnaires d'avec les luttes parlementaires. Nous avons eu en Allemagne durant quarante ans de continuelles « victoires » parlementaires, nous marchions pour ainsi dire de victoire en victoire. Et le résultat a été lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une déroute politique et morale allant jusqu'à l'anéantissement, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple.

Les révolutions nous ont apporté jusqu'à aujourd'hui des défaites continuelles, mais ces défaites inévitables sont pour l'avenir autant de garanties de la victoire finale... Tout cela à une condition ! Il s'agit de savoir dans quelles circonstances les défaites correspondantes avaient été subies : si elles résultaient de ce que l'énergie de lutte des masses lancées à l'assaut se heurtait aux limites d'une insuffisante maturité des conditions historiques préalables ou de ce que l'action révolutionnaire elle-même était paralysée par l'indécision, la tiédeur, les faiblesses intérieures.

Exemples classiques ces deux cas : d'une part la révolution française de février, de l'autre la révolution allemande de mars 1848 (...).

Comment apparaît la défaite de cette

fameuse « Semaine de Spartacus » à la lumière de la précédente question historique ? Est-ce que ç'a été une défaite de l'audacieuse énergie révolutionnaire devant l'insuffisante maturité de la situation ? Ou bien au contraire, une déroute de faiblesse et de tiédeur dans l'action ?

Les deux ! Le caractère à double face de cette crise, la contradiction entre l'attitude pleine de force, décidée, offensive, des masses berlinoises et l'indécision, la timidité, le manque de conviction des chefs berlinois est la caractéristique particulière de cet épisode le plus récent.

La direction a avorté. Mais la direction peut et doit être créée par les masses et sortir des masses. Les masses sont le facteur décisif, elles sont le rocher sur lequel la victoire finale de la révolution sera édifiée. Les masses étaient à la hauteur, elles ont fait de cette « défaite » un chaînon de ces défaites historiques qui sont l'orgueil et la force du socialisme international. Et à cause de cela, c'est de cette a défaite a que fleurira la victoire prochaine.

« L'ordre règne à Berlin » O bourreaux stupides ! Votre « ordre » est construit sur le sable. La révolution se dressera demain dans toute la hauteur avec fracas, et à votre terreur elle annoncera avec toutes ses trompettes :

J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI !

(Traduction française de A. Prudhommeux, dans « Spartacus et la Commune de Berlin » 1918-1919, Edit.Spartacus, Paris, 1949)

LES CHRETIENS

et l'engagement politique

Un de nos camarades a écrit dans le n° 1 de « S. A. » les réflexions immédiates que nous inspire le Concile du Vatican II. Notre Parti a, dès sa naissance, attaché un grand intérêt à l'évolution interne du monde chrétien et à la possibilité du ralliement de nombreux chrétiens au combat socialiste, sans que ce ralliement implique pour eux un renoncement à leur foi.

De ce point de vue, il est utile de connaître les courants qui agitent également les églises non-romaines (protestants, orthodoxes, anglicans), affiliées pour la plupart au « Conseil Oecuménique des Eglises ». Plus particulièrement, le protestantisme français contient dans ses rangs une avant-garde vigoureuse dont la pensée ne peut nous être indifférente même si nous la jugeons seulement d'un point de vue « laïque ».

Un livre qui date déjà de quelques années, mais garde toute son actualité, résume très bien la volonté de renouveau de nombreux chrétiens¹. Ce livre a connu et connaît toujours une assez large diffusion. Il est écrit — et cela est important — non pas par un extrémiste isolé, mais par une personnalité assez représentative du protestantisme, car, après avoir participé à la Résistance, l'auteur devint Secrétaire Général de la Fédération Universelle des Associations Chrétiennes d'Etudiants.

CONDAMNATION DE L'APOLITISME CHRETIEN

Dès l'introduction — et le ton de l'ouvrage est ainsi donné — Ph. Maury déclare : « J'ai acquis la conviction qu'évangélisation et politique sont inséparables », et il repousse les tendances « piétistes » dont

(1) « *Evangélisation et Politique* », de Philippe Maury. Labor et Fides, ed. (en vente, 140, Boulevard Saint-Germain).

l'idéal consiste à se séparer du monde (« le mal »), et donc à rejeter toute participation à la politique. Or « se refuser à la politique, c'est en fait apporter son soutien à l'ordre établi » (p. 54). Au, contraire, « devant les fléaux qui ravagent aujourd'hui l'humanité, la charité individuelle semble inopérante... Nous vivons en un temps où, à des souffrances d'origine politique, il semble n'y avoir des remèdes que politiques » (p. 78).

Aujourd'hui, « aimer les hommes signifie agir politiquement, »

L'« apolitisme chrétien » étant ainsi condamné, comment le chrétien doit-il intervenir politiquement ? C'est là une question brûlante. L'auteur le sait : « Tous les régimes, même ceux fondés sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, même ceux qui professent un athéisme explicite, adorent l'approbation de l'Eglise », et « celle-ci, faiblesse humaine, aime beaucoup l'accorder » (p. 100).

En aucune manière, l'Eglise ne doit s'identifier à un programme, à un parti, à une structure politiques. Chaque chrétien doit prendre lui-même ses responsabilités : son action n'engage pas l'Eglise dont la fonction est autre. L'auteur procède donc, au préalable, à une critique sévère du passé.

Il dénonce la coïncidence historique du mouvement missionnaire et du colonialisme : « Il est pour le moins fâcheux que, dans ses grandes lignes, il ait coïncidé chronologiquement avec l'expansion coloniale européenne et, plus récemment, avec la domination économique et politique des Etats-Unis » (p. 17). — « d'autant, hélas, que certains missionnaires, une minorité certes, ont parfois accepté de se faire les agents de leurs gouvernements dans les conflits que provoquait la concurrence coloniale entre grandes puissances ». D'une manière générale le christianisme est ainsi apparu comme un produit d'exportation européenne, une forme culturelle européenne imposant ses structures européennes (y compris éthiques) à de sociétés totalement différentes : « On se demande par exemple, aujourd'hui, si la doctrine traditionnelle de l'Eglise sur le mariage convenait aux pays de tradition polygame et si l'Eglise n'a pas trop vite transplanté, telle quelle, la conception chrétienne occidentale du couple. »

Il dénonce « l'embourgeoisement des églises européennes », la collusion historique des églises majoritaires, protestantes comme catholiques-romaines, avec l'Etat féodal, puis bourgeois. « Par voie de conséquence, la pensée chrétienne en matière sociale et politique garde tout au long du XIX^e, une allure conservatrice : on répugne à critiquer les institutions et les structures sociales et on propose, comme seul remède à l'injustice, la charité individuelle. Enfin, depuis l'établissement du régime communiste en Russie, les églises ou du moins la majeure partie de leurs membres se plaisent à la notion de croisade anti-communiste, nouvelle version de la Sainte Alliance contre les révolutions, fruit de la conviction commune que christianisme et ordre social ont partie liée » (p. 29).

Rappelant en outre que « pendant les premiers siècles de l'Eglise, il n'y a pas eu de clergé salarié : Tous les ministères de l'Eglise étaient bénévoles et les prêtres avaient tous un métier », il souligne les côtés négatifs d'un corps pastoral de « fonctionnaires » (nous dirions de « permanents »), coupés des masses et de leur mode de vie, et l'utilité d'expériences comme celle des prêtres-ouvriers et des pasteurs-ouvriers.

... ET DES PARTIS CHRETIENS.

L'analyse devient pour nous d'un intérêt immédiat lorsqu'elle entreprend la condamnation du « parti chrétien ».

« La multiplication, en Europe surtout, de partis confessionnels, constitue l'un des facteurs essentiels de notre après-guerre. Je voudrais au moins rappeler quelques lignes des conséquences de leur avènement .

... Il (le M.R.P.) porte une responsabilité tristement évidente dans le conflit indo-chinois et dans la répression de 1947 à Madagascar. La démocratie chrétienne... a aussi contribué au déclenchement et à la perpétuation de la guerre froide entre ce monde occidental, qu'avec une certaine hypocrisie on appelle « monde libre » et le bloc communiste » (p. 110).

« Il s'agirait une fois pour toutes que nous montrions plus de réserve, de discrétion, dans l'utilisation du mot « chrétien »... Sans quoi, nous pourrions aussi bien parler d'épicerie

chrétienne quand son propriétaire ou son gérant sont membres d'Eglise... »

Le terme de parti chrétien « ne peut que suggérer l'exclusion, hors de la communauté chrétienne, de tous ceux qui partagent la foi de l'Eglise sans pour autant adopter le programme du parti politique chrétien ; tout parti chrétien appelle ou suggère l'excommunication de ses adversaires, suspects d'hérésie politique » (p. 113).

« Aucun parti n'a le droit de s'arroger le monopole du christianisme » — (et inversement le christianisme n'est pas une idéologie politique).

« Quand, par exemple, les partis catholiques européens se font les défenseurs de l'économie libérale contre le socialisme, je ne puis m'empêcher d'y voir l'insinuation que l'économie socialiste est chrétiennement condamnable et que les socialistes sont, au mieux, des chrétiens inférieurs ».

« Il me semble en somme que la notion de parti chrétien conduit inéluctablement à celle de croisade. »

Au contraire, l'auteur souhaite une collaboration active entre chrétiens et non-chrétiens dans des partis non-confessionnels,

UNE TACHE JAMAIS ACHEVEE

Philippe Maury est-il un socialiste ? Nous l'ignorons, et, de toutes manières, le problème n'est pas là. Cet ouvrage est un témoignage — et c'est à ce titre que nous y attachons ici de l'importance — de l'évolution de tous les secteurs de la pensée contemporaine sous la pression des forces sociales progressives en mouvement.

Notre commentaire est nécessairement partial, car nous avons fait abstraction du raisonnement théologique, qui en constitue la logique interne.

Il doit aussi montrer aux matérialistes militants la vitalité du monde chrétien, sa capacité d'« autocritique » et de renouvellement. Et quand nous lisons des phrases comme celles-ci :

« Nous ne pouvons faire autrement... que de rester dans l'opposition non pas nécessairement l'opposition à l'ordre établi. Que nous utilisions les moyens progressifs et paisibles du réformisme ou que nous ayons recours à la violence révolutionnaire, nous sommes toujours

parmi les protestataires, les mécontents ; notre tâche est toujours devant nous ; elle n'est jamais achevée », (p. 120) ;

Nous nous prenons à penser que certains militants « socialistes » et « matérialistes » font aujourd'hui moins de difficultés devant « l'ordre établi » : le leur ou celui de la bourgeoisie.

Chacun peut tirer de là la leçon qu'il lui plait...

J.-L. T.

LES ETUDIANTS LISENT

Temoignage Chretien

CAR, ADULTES, ILS ONT BESOIN
D'UN JOURNAL ADULTE...
ET JEUNE.

ESPRIT

« La Démocratie, technique ou valeur ? »
(janvier 1962).

« Les choix de l'Europe »
(février 1962).

« Le français, langue vivante »
(novembre 1962).

« L'après-guerre d'Algérie »
(octobre 1962).

19, rue Jacob — Paris, 6^e — CCP 1154-31

ANTILLES

les échéances approchent

L' INTERDICTION pendant les dernières campagnes électorales des partis anti-colonialistes aux Antilles, le truquage éhonté des résultats et les protestations qui suivirent ont reposé pour la première fois depuis les grandes manifestations de Fort de France en décembre 1959, la question de l'Autonomie des soi-disants « D. O. M. » (¹).

Contre quoi en effet les Antillais revendiquent-ils la gestion de leurs propres affaires ? Qu'est-ce qui les a poussés de façon chaque jour plus résolue à s'identifier à la grande masse des colonisés luttant pour leur émancipation ?

L'analyse du rapport Métropole-Colonie, telle qu'elle s'applique aux actuels départements d'Outre-Mer, montre que leur lutte n'est pas comparable à l'entreprise d'aménagement ou de développement industriel qu'on peut réclamer dans les régions françaises sous-développées, comme la Bretagne, la Lozère et certains autres départements.

La lutte des Antillais vise :

1 à les soustraire à une tutelle que le rapport économique et politique des forces désigne comme une tutelle étrangère et que les Antillais ressentent comme tel.

2 à bâtir une économie permettant de liquider la misère de masses antillaises en fonction de leurs possibilités, de leurs besoins et de leurs perspectives propres. Le sous-développement des pays antillais n'est pas le résultat du seul système capitaliste, mais aussi de l'oppression coloniale, dont les forces spécifiques d'exploitations s'ajoutent tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe à l'oppression capitaliste.

3 à conquérir la dignité, avant tout, celle de fabriquer leur propre destin et non de le subir.

4 à affirmer leur culture profondément différente de celle des Français, même s'ils ont le français comme langue officielle. La culture antillaise est une harmonique de données culturelles diverses, dont l'apport français est un des éléments. Le fait de reprendre librement à leur compte une part de la culture française ne les rend pas tributaires de la France.

Ces différents éléments font que la lutte des Antillais n'est pas comparable aux revendications des minorités nationales, intégrées pour l'essentiel, et qui ne revendiquent chacune que sur un point particulier de leur développement : soit religieux, soit linguistique (Alsace-Lorraine), soit économique (Bretagne), soit autre chose encore.

Et, à plus forte raison, elle ne s'assimile pas non plus à la lutte du prolétariat français contre le capitalisme, malgré une nécessaire fraternité d'opprimés. Notre combat, à nous, Français, est nécessairement convergent avec celui du peuple antillais, il n'est pas identique, car il est à prédominance « nationale ».

La lutte des Antillais est une lutte nationale

C' est une lutte globale puisque tout les différencie fondamentalement en tant que collectivité de l'ensemble dans lequel il vivait jusqu'à présent ; c'est une lutte qui postule que son terme ne peut être atteint qu'avec l'institution d'un Etat dans chacun de ces pays, cela suppose qu'il faut pour la satisfaire :

— affirmer le droit imprescriptible des

¹ *Départements d'Outre-Mer : Martinique, Guyane, Guadeloupe.*

peuples antillais à l'indépendance.

— définir l'autonomie comme suit : dans chaque pays, une Assemblée Législative élue, souveraine, et un gouvernement responsable devant elle.

— bâtir et consolider le devenir politique et économique commun de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

— ne pas concevoir la coopération avec la France comme essentielle exclusive. Si les Antillais ne dirigent pas totalement leurs affaires, ils retomberont sous tutelle quel que soit leur Statut juridique. Il n'est que de voir l'action récente de l'Angleterre vis-à-vis de la Guyane, la position des Etats-Unis contre Cuba, et la dernière proposition d'un condominium ou d'un protectorat Carathé dirigé par la France, les U. S. A., la Grande Bretagne et la Hollande (été 1961).

Colonisation et prolétarisation

AVEC cette approche essayons de faire une analyse sommaire de la situation économique-sociale aux Antilles avant de conclure en donnant la parole aux Antillais eux-mêmes.

La structure coloniale postule toujours la domination et l'oppression *par l'étranger* de l'immense majorité du peuple colonisé à l'exception d'une couche très réduite et qui sert de caution ou d'agent d'oppression. Cette vérité se vérifie aux Antilles où l'on observe :

La main-mise étrangère sur l'économie

— par le moyen des sociétés et des trusts métropolitains (particulièrement à la Guadeloupe).

— par les békés créoles, exportant leurs bénéfices à l'extérieur, indifférents au sort du pays et donc pratiquement étrangère à nos peuples (comme la Martinique).

— par les entreprises d'importateurs et d'exportateurs qui, dans les trois pays, vivent des structures colonialistes de notre économie.

La colonisation a interdit le développement d'une véritable bourgeoisie

1) Que ce soit à la Guadeloupe, en Guyane ou à la Martinique, la moyenne bourgeoisie est faible, elle est incapable de s'opposer à l'impérialisme. Même à la Martinique, où elle est relativement plus constituée, elle ne

représente pas une force importante. En effet, elle ne dispose ni de la *terre*, essentielle dans une économie agricole, ni des *banques*, qui permettraient le financement d'autres entreprises en dehors de l'agriculture, ni par conséquent de moyens ou de réalisations *industriels*. Les bourgeois de couleur, très peu nombreux, qui disposent d'une certaine puissance dans ces divers domaines, sont liés au système colonial et sont pour la plupart irrécupérables pour la cause nationale.

2) La petite bourgeoisie des villes et des campagnes subit l'oppression, n'a aucune possibilité de se faire entendre, aucune possibilité d'obliger l'impérialisme à composer avec elle.

— qu'il s'agisse des entrepreneurs de travaux, écartés de tous les grands travaux, des entrepreneurs de transports, des vendeurs d'essence, des petits industriels et artisans du meuble, des commerçants petits et moyens, des propriétaires de forges ou ateliers de réparation.

— qu'il s'agisse des petits planteurs de canne contraints de livrer leurs produits à l'usine, des planteurs de bananes enrégimentés de gré ou de force dans des organismes dirigés par les étrangers et qui sont spoliés par la Transat.

— qu'il s'agisse des professions libérales ramassant les miettes honteuses provenant des mesures dites « sociales » du gouvernement ou des fonctionnaires qui n'ont presque jamais accès à la direction des grands services de la fonction publique, tous, blessés dans leur dignité (malgré les avantages qu'on leur consent afin de les dresser contre le peuple), et à qui on refuse n'importe quelle initiative.

L'oppression est constante, visible et ressentie. — Il y a donc possibilité de « vocation nationale » pour une partie de la classe bourgeoise.

La colonisation a conduit à la prolétarisation de l'immense majorité de la population

Le prolétaire Antillais-Guyanais ne peut être comparé à son homologue d'Europe ou des pays industriels.

— l'ouvrier agricole ou l'ouvrier d'usine travaille à temps partiel.

— le colon partiaire (à la Guadeloupe surtout) dépend effectivement et comme un serf de l'usine.

Les masses sont misérables. C'est là une caractéristique permanente. Mais elles savent d'où provient leur misère d'une façon précise et claire : de l'usine, du patron blanc, étranger.

Mais la lutte des travailleurs n'a pas toujours été liée dans le passé à la lutte pour l'émancipation.

Cela n'a pas toujours été compris. Cette carence a souvent rendu stériles, du point de vue des conquêtes anti-colonialistes, les héroïques révoltes du peuple antillais et en particulier des ouvriers agricoles. *Une perspective nationale ouvre aux résistants des peuples antillais des objectifs précis et réalisables, ainsi qu'un cadre pour la Révolution socialiste.*

Pour terminer, il vaut mieux citer les Antillais eux-mêmes, ce qui nous permettra de voir *qui* nous devons aider et quelle est la façon dont ils posent *leur problème*.

REVOLUTIONNAIRES

« Révolutionnaires, notre devoir est d'interdire que la lutte nationale débouche sur une démocratie dominée par la bourgeoisie. D'ailleurs la faiblesse de la petite bourgeoisie à vocation nationale lui interdit de *prendre en mains* les destinées de nos pays, à moins d'une démission des forces révolutionnaires que constituent la masse des ouvriers agricoles

(qu'ils soient ouvriers salariés ou colons partiaires comme à la Guadeloupe.

Révolutionnaires, nous ne pouvons l'exclure de la lutte des masses opprimées de la bourgeoisie à vocation nationale, dont le concours est nécessaire tant aujourd'hui que dans la société de demain. Cette couche sociale (apparentée bien souvent au prolétaire dans les moyens d'existence) souffre de la même oppression étrangère. Elle est, en tant que classe, *techniquement capable* (ce qui la rend précieuse pour la construction du pays) et souvent *politiquement évoluée* (elle fournit une partie des cadres révolutionnaires, y compris aux partis communistes).

Notre choix est donc : *une démocratie véritable harmonisant les efforts de libération des masses travailleuses et de la bourgeoisie nationale.*

La nouvelle structure démocratique de notre société est la seule organisation qui permettra de s'opposer au néo-colonialisme. Celui-ci, aussi néfaste que le colonialisme, s'est installé dans les Etats d'Afrique formellement indépendants mais restant sous la tutelle de l'étranger. *L'autonomie ne serait qu'un leurre si elle ne s'accomplissait pas dans le cadre d'une révolution démocratique et populaire.* Le néocolonialisme peut consentir à l'indépendance, mais jamais à la révolution économique et sociale. »

LES CHINOIS

entre la guerre et la paix

De la querelle idéologique qui divise le camp communiste, les socialistes et communistes français ne connaissent la plupart du temps, que les positions que la direction « khrouchtvienne » et la presse bourgeoise veulent bien laisser publier.

C'est pourquoi SORBONNE - ACTION a tenu à reproduire des extraits d'un article de la revue théorique chinoise paraissant à Londres, extraits, qui mettent en relief les divergences doctrinales et sont de sérieux éléments de réflexion et de compréhension politique.

Bien qu'ils admettent en paroles que la nature de l'impérialisme n'a pas changé, en fait (ceux qui attaquent le P.C. chinois) embellissent l'impérialisme américain de diverses manières et ils répandent parmi les masses des illusions sur l'impérialisme, et particulièrement sur l'impérialisme américain.

On rappellera qu'il y a trois ans, après les «entretiens de Camp David », certaines personnes dans le mouvement communiste international parlaient beaucoup du désir sincère d'Eisenhower, disant que ce chef de bande de l'impérialisme américain attachait autant de prix que nous à la paix.

On rappellera aussi que, lorsqu'Eisenhower arriva en Italie pendant sa tournée européenne de décembre 1959, certains camarades du P.C. italien allèrent jusqu'à poser des affiches, distribuer des tracts et organiser une réception de gala, en invitant tous les partis politiques italiens et les gens de toutes conditions sociales à venir lui apporter leur « salut ». Un des slogans de bienvenue était le suivant : «Nous, communistes de Rome, saluons Dwight Eisenhower et, au nom de 250.000 électeurs de la capitale de la République Italienne, exprimons notre confiance et notre résolution pour que les grands espoirs qui sont nés dans le coeur de tous les peuples, espoirs créés par la rencontre entre le président des Etats-Unis et le premier ministre de l'Union Soviétique, ne finissent pas dans l'échec.» (*L'Unità*, 4 décembre 1959.)

Maintenant nous entendons à nouveau des gens qui disent que Kennedy attache encore

plus de prix à la paix mondiale qu'Eisenhower Le Parti Communiste de Chine estime que la paix mondiale ne peut être sauvegardée sûrement que dans la lutte résolue contre l'impérialisme dirigé par les Etats-Unis, par le renforcement constant du camp socialiste et par le renforcement constant des mouvements nationaux et démocratiques d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, des luttes révolutionnaires des masses en différents pays et du mouvement pour défendre la paix mondiale. Pour obtenir la paix mondiale, il est nécessaire de s'appuyer principalement sur la force des masses populaires du monde et sur leurs luttes. Dans le cours de la lutte pour défendre la paix mondiale, il est nécessaire d'entrer en négociations sur un point ou un autre avec les gouvernements des pays impérialistes, y compris le Gouvernement des Etats-Unis, dans le but de relâcher la tension internationale, d'aboutir à un certain type de compromis et d'arriver à certains accords, sous réserve que ces compromis et ces accords ne portent aucun dommage aux intérêts fondamentaux du peuple.

Mais, la paix mondiale ne peut jamais être obtenue seulement par des négociations et en aucun cas nous ne pouvons mettre nos espoirs dans l'impérialisme et nous couper des luttes des masses.

En fait (ceux qui attaquent le P.C. chinois), n'ont eux-mêmes aucune confiance dans la possibilité de prévenir une guerre mondiale en s'appuyant sur la force des masses et leurs

luttés. Ils voudraient que les peuples du monde croient au « bon sens », aux « assurances » et aux « bonnes intentions » de l'impérialisme et placent leurs espoirs de paix mondiale dans une « conciliation mutuelle », des « concessions mutuelles », un « arrangement mutuel », et des « compromis de bon sens » avec l'impérialisme.

Pour mendier la paix à l'impérialisme, ces gens n'hésitent pas à endommager les intérêts fondamentaux des peuples de divers pays, à jeter par dessus bord les principes révolutionnaire et même à demander que d'autres sacrifient aussi les principes révolutionnaires.

D'innombrables faits historiques prouvent que la paix véritable ne peut jamais être atteinte en suppliant l'impérialisme aux dépens des intérêts fondamentaux des peuples et aux dépens des principes révolutionnaires. Au contraire, cela ne peut qu'augmenter l'arrogance des agresseurs impérialistes. Le camarade Fidel Castro a dit justement que « le chemin vers la paix n'est pas le chemin du sacrifice ou de la transgression des droits du peuple, car c'est là précisément le chemin qui mène à la guerre ».

ARMES NUCLEAIRES ET GUERRE NUCLEAIRE

Togliatti et certains autres discourent avec volubilité sur « le suicide de l'humanité » et « la destruction totale de l'humanité ». Ils croient qu'« il est même inutile de discuter de l'avenir, pour de tels débris de la race humaine, sur le plan de l'ordre social ».

Nous sommes formellement opposés à ces avis pessimistes et désespérants. Nous croyons qu'il est possible d'arriver à une interdiction générale des armes nucléaires dans les conditions suivantes : Le camp socialiste possède une grande supériorité nucléaire ; la lutte des peuples de divers pays contre les armes nucléaires et la guerre nucléaire devient de plus en plus large et profonde ; après avoir perdu davantage de leur supériorité nucléaire, les impérialistes sont contraints de comprendre que leur politique de chantage nucléaire a cessé d'être efficace et que le déclenchement par eux d'une guerre nucléaire ne ferait

qu'accélérer leur propre extinction.

Il y a des précédents pour la mise hors la loi d'armes extrêmement destructives. L'un de ces précédents est le « Protocole d'interdiction en temps de guerre des méthodes de combat par gaz asphyxiants, empoisonnés ou autres, et bactériologiques », signé à Genève en 1925 par diverses nations.

Si, après avoir fait tout ce qui était possible pour éviter une guerre nucléaire, l'impérialisme déclençait quand même une guerre nucléaire, sans se soucier des conséquences, cela ne provoquerait que l'extinction de l'impérialisme et certainement pas l'extinction de l'humanité. La Déclaration de Moscou montre que « si les maniaques impérialistes déclenchent la guerre, les peuples balaieront l'impérialisme et l'enterreront.

... Il est impensable que les « frissons de peur » poussent l'impérialisme américain à devenir assez bienveillant pour abandonner sa politique d'agression et de guerre et sa politique de chantage nucléaire. Les faits prouvent le contraire. Plus on « tremble » de peur, plus l'impérialisme américain devient déchaîné et vorace, et plus il persiste à se servir de la menace de guerre nucléaire et à élever de plus grandes exigences. N'y a-t-il pas eu assez de démonstrations pratiques sur ce sujet ?

Nous estimons que, pour mobiliser les masses populaires contre la guerre nucléaire et les armes nucléaires, il est nécessaire de les informer de l'énorme caractère destructeur de ces armes. Il serait tout à fait faux de sous-estimer ce caractère destructeur.

Mais en aucun cas des communistes ne doivent agir comme des propagandistes bénévoles de la politique impérialiste américain de chantage nucléaire. Nous estimons que la politique impérialiste américaine de chantage nucléaire doit être soigneusement exposée et que tous les pays et tous les peuples avides de paix doivent être mobilisés sur la plus large échelle pour engager un combat sans répit contre chaque mouvement des impérialistes américains dans leurs plans d'agression et de guerre. Nous sommes profondément convaincus que s'appuyant sur la lutte unie de toutes les forces qui défendent la paix, il est possible d'empêcher la politique impérialiste américaine de chantage nucléaire. Telle est la

politique correcte et efficace pour obtenir l'interdiction des armes nucléaires et empêcher une guerre nucléaire.

LA QUESTION DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

La Déclaration de Moscou de 1960 souligne que « La coexistence pacifique entre Etats n'implique aucune renonciation à la lutte de classe comme les révisionnistes le prétendent. La coexistence entre Etats possédant des systèmes sociaux différents est une forme de lutte de classe entre socialisme et capitalisme ».

Mais le camarade Togliatti et ceux qui attaquent la Chine, estiment que, par la « coexistence pacifique » il est possible de « rénover les structures du monde entier » et d'établir « un nouvel ordre mondial » pour construire à travers le monde « un ordre économique et social capable de satisfaire toutes les aspirations des hommes et des peuples à la liberté, au bien-être, à l'indépendance, et au complet développement et au respect de la personnalité humaine, ainsi qu'à la coopération pacifique de tous les Etats » et « à un monde sans guerre ». Ce qui signifie qu'il est possible, par la « coexistence pacifique » de changer une « structure mondiale » où existe un antagonisme entre les systèmes du socialisme et du capitalisme et entre les nations qui sont opprimées et celles qui oppriment, et qu'il est possible d'éliminer toute guerre et de réaliser « un monde sans guerre » quand l'impérialisme et les réactionnaires continuent à exister.

... Encore plus absurde est l'allégation selon laquelle un « monde sans guerre » peut être obtenu par la coexistence pacifique. Dans la situation actuelle, il est possible d'empêcher l'impérialisme de déclencher une nouvelle guerre mondiale si toutes les forces de paix du monde s'unissent dans un large front uni anti-impérialiste international et combattent ensemble. Mais c'est une chose d'empêcher une guerre mondiale, c'en est une autre d'éliminer toutes les guerres. L'impérialisme et les réactionnaires sont la source de la guerre. Dans des conditions où l'impérialisme et les réactionnaires existent encore, des guerres d'un

type ou d'un autre peuvent arriver. L'histoire des 17 années d'après-guerre montre que les guerres locales d'un type ou d'un autre n'ont jamais cessé. Les nations et les peuples opprimés sont obligés de faire leur révolution. Quand l'impérialisme et les réactionnaires emploient la force armée pour supprimer la révolution, il est inévitable que des guerres civiles et des guerres de libération nationale arrivent. Les marxistes-léninistes ont toujours soutenu que, seulement après que le système impérialiste aura été renversé et seulement après que tous les systèmes d'oppression de l'homme par l'homme et d'exploitation de l'homme par l'homme auront été abolis, et pas avant, il sera alors possible d'éliminer toutes les guerres et d'arriver à un « monde sans guerre ».

COEXISTENCE PACIFIQUE ET REVOLUTION

... Sur la coexistence pacifique, nous avons une autre différence avec ceux qui nous attaquent. Nous estimons que la question de la coexistence pacifique entre pays possédant des systèmes sociaux différents et la question de la révolution des nations et des classes opprimées sont deux sortes différentes de questions, et non des questions de même sorte. Le principe de la coexistence pacifique ne peut s'appliquer qu'aux relations entre pays possédant des systèmes sociaux différents, et non aux relations entre nations opprimées et nations qui oppriment, ni aux relations entre classes opprimées et celles qui oppriment. Pour une nation ou un peuple opprimé, la seule question est de gagner la lutte révolutionnaire pour renverser la domination impérialiste et réactionnaire ; ce n'est pas, et ce ne peut pas être une question de coexistence pacifique avec l'impérialisme et les réactionnaires.

Mais Togliatti et ceux qui attaquent la Chine étendent leur idée de « coexistence pacifique » aux relations entre les peuples coloniaux et semi-coloniaux d'une part avec les impérialistes et les colonialistes d'autre part. « Le problème de la faim qui touche encore un milliard d'hommes », disent-ils, et « le problème du développement des forces productives et de la démocratie dans les zones sous-développées », « doivent être résolus par

des négociations, en cherchant une solution raisonnable et en évitant des actions qui pourraient aggraver la situation et avoir des conséquences irréparables ». Ils n'aiment pas les étincelles de la révolution chez les nations et les peuples opprimés. Ils disent qu'une petite étincelle peut mener à une guerre mondiale.

Une telle façon de parler demande en fait aux nations opprimées de « coexister pacifiquement » avec leurs maîtres colonialistes, et leur demande de tolérer la domination coloniale plutôt que de résister ou d'engager la lutte pour l'indépendance, encore moins de mener des guerres de libération nationale. Est-ce que ce genre de propos ne signifie pas que le peuple chinois, le peuple coréen, le peuple vietnamien, le peuple cubain, le peuple algérien et les peuples des autres pays qui ont fait leur révolution ont tous violé le principe de la « coexistence pacifique » et ont mal agi ? Il est très difficile pour nous de voir une différence sensible entre de tels propos et les discours des impérialistes et des colonialistes.

« L'intervention commune »

Encore plus stupéfiant est le fait que Togliatti et certains autres peuples étendent leur idée de collaboration de classe dans l'arène internationale pour couvrir « l'intervention commune » dans les pays sous-développés. Ils ont dit que des « États de structure sociale diverse » peuvent par la coopération mutuelle « intervenir conjointement » pour apporter le progrès dans les pays sous-développés. Parler ainsi revient clairement à répandre des illusions dans l'intérêt du néo-colonialisme. La politique de l'impérialisme en direction des pays sous-développés, quels qu'en soient la forme ou l'exemple, ne peut être qu'une politique de pillage colonialiste, et ne peut jamais être une politique soucieuse du progrès des pays sous-développés. Les pays socialistes devraient, bien sûr, aider les peuples des pays sous-développés ; en premier lieu, ils devraient aider leur lutte pour l'indépendance nationale, et quand l'indépendance a été gagnée, ils devraient les aider à développer leur économie nationale. Mais les pays socialistes ne devraient jamais appuyer la politique colonialiste des impérialistes en direction des

pays sous-développés, encore moins « intervenir conjointement » avec eux dans les pays sous-développés. Quiconque ferait cela trahirait l'internationalisme prolétarien et servirait les intérêts de l'impérialisme et du colonialisme.

LES LECONS AMERES DU CONGO

Est-il vraiment possible d'avoir la « coexistence pacifique » entre les nations et les peuples opprimés d'un côté et les impérialistes et les colonialistes de l'autre ? Que signifie vraiment « l'intervention commune » dans les pays sous-développés ? L'affaire du Congo est la meilleure réponse.

Quand le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. à l'unanimité a adopté sa résolution pour une intervention internationale au Congo, il y a eu des gens dans le mouvement communiste international qui ont pris cela pour un exemple lumineux de coopération internationale.

Ils croyaient que le colonialisme pourrait être balayé par l'intervention de l'O.N.U., qui permettrait aux Congolais d'obtenir leur liberté et leur indépendance. Mais quel fut le résultat ?

Lumumba, le héros national du Congo, fut assassiné ; Gizenga, son successeur, fut emprisonné ; de nombreux patriotes congolais furent assassinés ou jetés en prison ; et la lutte vigoureuse des Congolais pour l'indépendance nationale reçut un sérieux coup d'arrêt. Le Congo, non seulement continue d'être asservi par les anciens colonialistes, mais il est aussi devenu une colonie de l'impérialisme américain, en sombrant dans des souffrances de plus en plus grandes.

Nous demandons à ceux qui réclament la « coexistence pacifique » entre les nations et les peuples opprimés d'une part et les impérialistes et les colonialistes de l'autre, et « l'intervention commune » dans les pays sous-développés : Avez-vous oublié la leçon tragique du Congo ?

TRANSITION PACIFIQUE

Du point de vue marxiste-léniniste, ce serait naturellement dans l'intérêt prolétariat et du peuple entier si la transition pouvait être réalisée pacifiquement. Toutes les fois que la possibilité d'une transition pacifique apparaît dans un pays donné, les communistes devraient faire tout leur possible pour sa réalisation,

Mais, possibilité et réalité, souhait et réalisation, sont deux choses différentes. Jusqu'à présent, l'histoire n'a pas laissé un seul exemple de transition pacifique du capitalisme au socialisme. Les communistes ne devraient pas mettre tous leurs espoirs dans la victoire de la révolution par une transition pacifique. La bourgeoisie ne descendra jamais de la scène de l'histoire de son propre gré. C'est là une loi universelle de la lutte de classe. Les communistes ne doivent pas, de la moindre manière, relâcher leur préparation à la révolution. Ils doivent être prêts à repousser les assauts de la contre-révolution et à renverser la bourgeoisie par la force armée au moment critique de la révolution, lorsque le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et que la bourgeoisie a recours à la force armée pour supprimer la révolution.

Même quand il est possible de s'assurer la possession du pouvoir d'Etat par des moyens pacifiques, on doit être prêt à répondre immédiatement à une intervention armée des impérialistes étrangers et à des révoltes contre-révolutionnaires armées soutenues par les impérialistes. Les communistes devraient concentrer leur attention sur l'accumulation de force révolutionnaire à travers des efforts

assidus et doivent être prêts à riposter à des attaques armées de la bourgeoisie aussi souvent qu'il est nécessaire. Ils ne devraient pas mettre l'accent, d'une manière unilatérale, sur la transition pacifique et concentrer leur attention sur cette seule possibilité ; autrement, ils ne peuvent que paralyser la volonté révolutionnaire du prolétariat, se désarmer eux-mêmes idéologiquement, être complètement passifs et non préparés politiquement, et terminer en enterrant la cause de la révolution prolétarienne.

CE QUE DISAIT KAUTSKY

La thèse du camarade Togliatti et de certains autres leaders du Parti Communiste Italien concernant « l'avance vers le socialisme dans la démocratie et la paix » rappelle quelques déclarations du vieux révisionniste K. Kautsky.

Kautsky a dit il y a plus de 40 ans : « Je prévois... qu'il sera possible de la mener à son terme (la révolution sociale du prolétariat) par des moyens pacifiques, économiques, légaux et moraux, au lieu de la force physique, partout où la démocratie aura été établie. » (« *La Dictature du Prolétariat* », 1918.)

Les communistes ne devraient-ils pas tracer une ligne de démarcation claire entre eux et des sociaux-démocrates comme Kautsky ?

Jenmin Ji-Pao

Editorial du 31 décembre 1962 (Extraits)